



Revue Intelligence Stratégique  
Journal des publications scientifiques

Volume 4, numéro 8

Janvier-Mars 2021

p-ISSN : 3006-547X ; e-ISSN : 3006-5488

<https://doi.org/10.62912/>

---

**AMATEURISME DANS LA GESTION DE LA RES PUBLICA AU CŒUR DES  
CRISES POLITIQUES EN REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**

---

**Jean SIKATENDA WA KABANGO**

Chef de Travaux au Département des Sciences Politiques et Administratives à l'Université  
Chrétienne Cardinal Malula/Kinshasa-RDC

[sikatendasikatenda jean@gmail.com](mailto:sikatendasikatenda jean@gmail.com)

**RESUME**

*Dans cette étude s'est fixé l'objectif de décortiquer et de comprendre la raison de l'amateurisme politique comme source des crises en République Démocratique du Congo. Il est démontré que malgré l'indépendance que la République Démocratique du Congo acquise par l'effort des Congolais, le comportement des politiciens de la République Démocratique du Congo n'a pas vraiment connu une nette évolution. La classe politique congolaise est restée caractérisée par l'improvisation, l'égoïsme et l'irrationalité. Ce sont les intérêts égoïstes qui sont mis à l'avant-garde au détriment de l'intérêt général.*

**Mots-clés :** *amateurisme, res publica, crise politique, RDC.*

**SUMMARY**

*This study set itself the objective of dissecting and understanding the why of political amateurism as the source of the crises in the Democratic Republic of Congo. Despite the independence of the Democratic Republic of Congo acquired through the efforts of the Congolese, it is shown that the behavior of politicians has not really changed. The Congolese political class has remained characterized by improvisation, selfishness and irrationality. It is selfish interests that are put at the forefront to the detriment of the general interest.*

**Keywords :** *amateurism, res publica, political crisis, DRC.*

## INTRODUCTION

La crise politique congolaise est biface. Il présente et englobe deux visages. Il y a la face cachée et la face visible. La réflexion que nous voulons faire est de mettre à la disposition des Congolais, des éléments pour tenter de saisir les motivations de cette crise. Cette réflexion est le fruit d'une préoccupation dans une recherche purement scientifique que nous comptons produire. C'est un souci de voir l'atténuation ou l'éradication des crises politiques.

Ce comportement, cette attitude d'amateurisme politique de l'élite congolaise doit avoir été déjà l'objet d'une multitude de réflexions dans l'optique de comprendre comment des solutions efficaces sont proposées pour permettre à la République Démocratique du Congo de jouer son rôle comme une puissance dans le monde et en Afrique.

Nous devons réécrire l'histoire politique de la République Démocratique du Congo. Il nous sera très difficile de s'en sortir dans cet exercice si nous ne comprenons pas : d'où nous venons ? Où sommes-nous ? Et où allons-nous ? Cela nous conduit à comprendre l'adoption de trois approches, il s'agit de l'approche rétrospective, évolutive et projective.

Nous reconnaissons qu'il est certes difficile de traiter dans une seule réflexion cet immense et incommensurable phénomène « crise congolaise » qui a comme l'une des sources potentielles l'amateurisme politique comme réalité dans la gestion de la *Res Publica* en République Démocratique du Congo.

L'initiative de cette réflexion est également motivée par le souci de la pénétration, de la lecture, de l'analyse et de la compréhension des crises politiques ; ceci peut nous amener à comprendre le sens même de la naissance de l'Etat, la RD Congo qui était un Etat indépendant que de nom. Cette réflexion cherche à faire la lecture et à expliquer le pourquoi et le comment desdites crises et propose un arsenal thérapeutique y afférent.

Avant que nous puissions tenter d'oser parler des solutions, il est important de nous interroger sur les points suivants : Pourquoi est-ce qu'il y a

des crises politiques répétitives en RDC ? Quelles en seraient les origines ? Quelles peuvent en être les sources potentielles ? Quelles pourraient être ses conséquences sur la gestion de l'Etat ?

Face aux questions soulevées ci-haut, nos hypothèses sont à priori, c'est-à-dire les réponses aux questions sous examen sont données sur base des connaissances et de l'expérience personnelle que nous avons observées directement et indirectement.

Ainsi, l'amateurisme politique comme l'une des sources de la crise politique peut être compris ou interprété comme l'œuvre de la colonisation dans l'optique où elle n'a pas facilité la préparation des cadres congolais pour prendre la relève de la gestion de la *Res Publica*.

Il nous semble que l'idéologie coloniale avait comme finalité le désarmement intérieur du colonisé, c'est-à-dire détruire à la racine, toute velléité de résistance,...<sup>1</sup> Ici, nous citons : le plan de la colonie. Parlant d'un éventuel enseignement supérieur au Congo Belge, H. Depoge se fait l'écho du Marquis de Fénelon en disant céder aux tensions qui se manifestent à l'égard du besoin d'un enseignement supérieur..., c'est favoriser la formation de mécontents et d'agitateurs, c'est donner à ceux-ci une puissance politique, c'est faire d'eux les cadres qui conduiront les autochtones à la lutte contre les Européens.<sup>2</sup>

Soutenons cette hypothèse par le cours d'histoire. Dans ce cours, les instructions officielles de 1931 assignent aux leçons d'histoire les mêmes objectifs qui étaient clairs : l'on rappellera la situation matérielle et morale des populations du territoire avant l'arrivée des Européens : coutumes barbares, guerres intestines, etc... On parlera du Roi Léopold II et on expliquera son rôle au Congo comme sauveur.

On rappellera la traite des esclaves, l'intervention du Pape pour supprimer cette traite. On racontera quelques épisodes de la campagne arabe. On fera connaître le rôle et le développement des missions ainsi que

---

<sup>1</sup> KITA K.M., *Colonisation et enseignement cas du zaïre avant 1960*, Ed. Du CERUKI, 1982, p. 79.

<sup>2</sup> *Ibidem.*, p. 82.

de l'occupation commerciale... On s'attachera à faire ressortir les avantages qu'ont retirés les populations indigènes de l'occupation européenne : suppression de la traite des Noirs, des guerres intestines, des coutumes barbares ; évangélisation, assistance médicale...

Cette orientation répond ainsi à l'objectif fixé aux leçons d'histoire dès la première introduction de cette discipline dans nos programmes en 1913. L'histoire n'a qu'un but : faire connaître l'œuvre des Blancs et inspirer un peu de gratitude pour les bienfaits apportés au pays par eux. Même la géographie, discipline considérée souvent comme objective, n'est pas épargnée de cette présentation tendancieuse et erronée.<sup>3</sup>

L'absence et l'insuffisance du patriotisme qui entraîneront le manque du sérieux dans la gestion de *la Res Publica* sont considérées par nous comme les deuxièmes sources potentielles pour expliquer l'amateurisme politique qui a comme conséquences la répétition et l'accentuation des crises politiques en République Démocratique du Congo et l'échec des acteurs politiques.

## **I. VISAGES VISIBLES ET CACHES DE L'AMATEURISME POLITIQUE AU SEIN DE L'ELITE POLITIQUE CONGOLAISE**

La lecture analytique pour comprendre les faces visibles et cachées de la crise politique congolaise est une préoccupation pour laquelle nous avons l'intention de décortiquer la manière qu'à l'époque les philosophes, tels Platon (428 ou 427 à 348 ou 347 av. J.C.), Aristote (384 à 322 av. J.C.), Thucydide (env. 460-395) que, dès le Ve et IVe siècle avant Jésus-Christ, se sont intéressés à l'analyse et à la compréhension des problèmes politiques.

Les préoccupations centrales dans cette réflexion tournent autour de la question de savoir : quel type d'acteur politique ou au gouvernement convient-il pour mettre en place des mécanismes pour mieux garantir l'avenir et la survie de chacun d'une manière harmonieuse et pacifique ?

Cette réflexion nous apparaît comme une réaction aux crises politiques répétitives en RDC, des désordres et des violences permanentes qui

---

<sup>3</sup> *Ibidem*, pp. 80-81.

mettent en cause la pérennité de l'Etat. En réalité, c'est la recherche de l'ordre dans la gestion de la *Res Publica* qu'il faut instituer impérativement dans l'idée de Bien et du Juste.

Pour Mwabila, l'Afrique est en crise, une crise profonde et totale qui couvre presque tous les domaines de la vie courante : politique, économique, culturel,... Il s'agit d'une crise permanente dont le point de départ est à rechercher dans le déséquilibre général consécutif au processus de colonisation qui a atteint ce continent dès le 18<sup>e</sup> siècle, processus concrétisé par l'Acte Général de Berlin de 1885.

En effet, la notion plus précise de crise politique est susceptible de renvoyer à trois grandes catégories de situation. La crise gouvernementale, lorsque l'exécutif se voit refuser la confiance du parlement et doit démissionner. La crise de régime, lorsque se trouve gravement ébranlé le consensus des forces politiques autour des procédures constitutionnelles en vigueur. La crise de l'Etat enfin, lorsque le fonctionnement efficace des services publics devient problématique. Ce fait atteste une déperdition de l'énergie et/ou une incapacité à faire respecter le monopole de la coercition.

Lucien Pye en a proposé une analyse d'où émergent cinq idéaux types principaux : crise d'identité (disparition des valeurs et symboles communs), de légitimité, de participation, de distribution (blocages conflictuels autour du partage des pouvoirs et des ressources entre segments de la société), crise enfin de pénétration (résistances actives au renforcement de l'interventionnisme étatique).<sup>4</sup>

### **I. 1. Comprendre l'art de la gestion de la cité**

La politique, c'est l'« art et la pratique du gouvernement des sociétés humaines », ce qui veut dire qu'il y a des principes à respect et à observer sans cela, il y a possibilité de se retrouver avec des personnes n'ayant aucun pouvoir de contrôler, d'où la probabilité de se retrouver avec des charlatans qui ne maîtrisent rien de la gestion.

---

<sup>4</sup> HERMET G. (Dir.), *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 3<sup>ème</sup> Edition, Armand Colin, Paris, 1998, p. 67.

Le terme politique vient du mot grec « polis » qui veut dire « cité ». Pour les anciens grecs, la cité était à la fois un espace géographique, un espace culturel de réflexion, un espace d'organisation de la vie sociale et d'organisation du pouvoir exercé sur une communauté donnée. La cité grecque était considérée comme un don des dieux. Les peuples non organisés en cité étaient considérés comme des Barbares (des archaïques, des sauvages. Cette thèse a été développée plus pendant la période coloniale par les colonisateurs qui n'avaient aucune considération de l'homme noir).

Dans une acception beaucoup plus restreinte, la politique, au sens de *Politikè*, ou d'art politique, se réfère à la pratique du pouvoir, soit aux luttes de pouvoir et de représentativité entre des hommes et femmes de pouvoir, et aux différents partis politiques auxquels ils peuvent appartenir, tout comme à la gestion de ce même pouvoir.

La politique est le plus souvent assortie d'une épithète qui détermine sa définition. On va parler de stratégie politique par exemple pour expliquer comment elle se situe dans une perception combinatoire et planifiée de nature à lui faire atteindre ses objectifs.

En dehors du sens classique dégagé ci-haut, la notion de politique se caractérise par son extraordinaire fluidité sémantique. Elle est utilisée pour désigner des champs et des types d'activités extrêmement variés :

### **I. 1. 1. Réalisation des projets personnels non conformes aux normes sociales**

La notion de politique recouvre les activités visant la réalisation de fins personnelles. Ces activités relèveraient des calculs égoïstes, qui s'opposent à la loyauté et au respect de l'intérêt général. La notion de politique indique, de ce point de vue, la disqualification du comportement. C'est le sens de l'expression « politique politicienne ».

Cette connotation péjorative conduit les acteurs politiques à se défendre de « faire de la politique » ou à clarifier leurs intentions et leurs démarches, en montrant qu'elles sont conformes à l'intérêt général.

### **I. 1. 2. Réalisation d'une fin particulière conforme aux normes sociales**

Cela concerne tant les actions des hommes politiques pour conquérir et exercer le pouvoir que celles déployées par une marque pour rehausser son prestige auprès des consommateurs, par un syndicat pour accroître son audience auprès des salariés.

Dans cette perspective, la notion politique ne se réfère pas à l'« univers politique » classique, c'est-à-dire les affaires de la cité. Elle indique simplement une ligne de conduite méthodique, en vue d'une plus grande efficacité dans la réalisation d'une fin quelconque jugée digne par une communauté d'individus.

### **I. 1. 3. Solutions cohérentes à un problème dans un domaine donné**

La notion politique recouvre, à ce stade, les activités mises délibérément en œuvre par les pouvoirs publics pour faire face à des faits ou des comportements qui deviennent sources de problème et qui, par conséquent, suscitent des inquiétudes et des angoisses chez les membres de la collectivité.

Elle se rapporte au processus de maintien de la cohésion sociale. Les politiques de la ville, de la famille, de l'éducation, de l'emploi, de la justice, bref, les politiques publiques en général, remplissent les mêmes fonctions : prévenir les faits et comportements non souhaitables ou les corriger s'ils sont déjà produits dans un domaine donné.

La politisation d'un fait ou d'un comportement donné signifie donc que ce fait ou ce comportement est identifié par les membres de la collectivité comme une menace pour leur coexistence, pour leur sûreté et pour leur sécurité personnelle et que ces derniers exigent des interventions publiques.

### **I. 1. 4. Processus décisionnels**

La notion de politique signifie un pouvoir de décision, de choix. L'action publique peut avoir des conséquences multiples et contradictoires : diminuer les impôts sur la fortune peut entraîner l'attractivité d'un pays pour les riches et, dans le même temps, conduire à l'affaiblissement de la solidarité

nationale par la suppression obligée des crédits finançant les politiques socioculturelles et sanitaires.

De même, la suppression des contraintes juridiques pesant sur l'entreprise est susceptible d'accroître tant l'efficacité économique de celle-ci que la subordination quasi-absolue des salariés aux patrons. Ici, c'est la qualité du modèle social ou la nature des rapports sociaux qui est en jeu.

La notion politique renvoie aux processus par lesquels les gestionnaires publics écartent tels corps de principes de choix pour en adopter d'autres.

### **I. 1. 5. Processus de régulation**

L'usage masculin (le politique) de la notion politique renvoie au phénomène multiforme de régulation des conflits d'intérêts. Selon cette dernière acception, la régulation des activités humaines est la question politique centrale. Cette régulation s'opère par le biais d'un ordre juridique caractérisé par un système d'injonctions obligatoires (agir, s'abstenir....) faisant l'objet d'un travail de redéfinition permanent et garanti par l'État. Cette activité spécifique constitue l'objet de la science politique qui comprend quatre branches : théorie politique incluant l'histoire des doctrines et mouvements des idées ; relations internationales ; Administration publique et politiques publiques.

### **I. 2. Du charlatanisme dans la gestion de la Res Publica en RDC**

En abordant ce point, le débat sur la problématique politique de la gestion de la *Res Publica* prend alors la forme d'une quête de connaissance relative au type de conduite individuelle, politique à laquelle l'homme comme élite agent du changement et de la transformation de sa société doit se munir pour rendre service à sa communauté en se conformant aux principes essentiels en vue d'atteindre l'objectif dans l'optique de réaliser l'ordre, l'harmonie dans la gestion de la *Res Publica* pour l'intérêt de tous. Cela signifie qu'il doit exister une bonne, meilleure correspondance entre la façon d'organiser la cité et ceux qui ont la charge de conduire les affaires, il s'agit ici de la gestion de l'Etat moderne.

Il faut souligner que face à la gestion de la *Res Publica*, l'élite doit être la solution et non le problème dans sa communauté. L'élite doit cesser d'être un vendeur ambulant des illusions (chimères), c'est-à-dire des idées irréalisables. C'est cette catégorie qui fait croire à la population que la politique c'est un mensonge ou l'art de mentir.

Le concept charlatanisme est souvent pris dans un sens péjoratif dans la société congolaise d'une manière générale. Nous pouvons comprendre ce concept, comme une manière, une attitude d'agir dans le but d'exploiter la disponibilité des gens en refusant d'observer des règles d'humanisme et de l'amour de l'autre.

Dans le contexte de cette réflexion, ce concept peut être interprété comme l'incapacité d'observer les principes de l'art de gérer les choses de l'Etat en acceptant ou en favorisant le principe du « laissez-faire », c'est-à-dire la gestion de l'Etat tombe dans les bras des anarchistes qui n'ont pas d'esprit de créativité, du souci de l'autre. D'où, il faut accepter n'importe qui pour la gestion de la *Res Publica*. C'est ici que nous comprenons le sens et la valeur du charlatanisme pour le cas de la RDC. Conséquence, la gestion de la république tombe trop bas.

Pour certains, le charlatanisme c'est le « fétichisme, la sorcellerie », la pratique mystérieuse dans la sphère de ceux qui sont à la recherche du pouvoir pour obtenir une place au « soleil ». Pour les autres, il s'agirait seulement d'être dans une secte mystique pour être régulièrement dans le pouvoir pour son propre compte.

### **I. 3. Pratiques ou formules apparentes au charlatanisme politique**

Dans le charlatanisme politique développé par la classe politique congolaise, il faut reconnaître que la classe politique congolaise a inventé des formules que nous considérons comme criminogènes. Retenons que cela est les résultats de l'amateurisme politique. Dans ces formules, il y a des expressions comme : « le partage du pouvoir équitable et équilibré » ; « c'est notre tour de manger », etc.

Toutes ces expressions cachent une réalité criminogène pour appauvrir le peuple qui se retrouve sans défense et ni protection. Comme finalité de toutes ces formules : le manque du sérieux a été à la base de la mise en œuvre du manifeste de la N'sele qui était un bon projet de société du nouveau pouvoir qui venait de s'installer le 24 Novembre 1965 avec la naissance du MPR comme structure pour réaliser ledit projet ; le manque du sérieux dans la gestion de la *Res Publica* a été à la base de l'échec de l'objectif 80 qui devrait être atteint par ce pays ; le manque du sérieux a été à la base de l'inefficacité exécutoire de cinq chantiers et de la révolution de la modernité ainsi que de l'incompréhension et de la saisie de la vision dont sont porteurs les patriotes.

## **II. ACTEURS POLITIQUES COMME AGENTS DU CHANGEMENT ET DE LA TRANSFORMATION DE LA SOCIÉTÉ**

Nous devons reconnaître que le changement ou la transformation d'une société est provoqué par plusieurs agents parmi lesquels celui qui a retenu notre attention dans cette réflexion est l'élite. La catégorie qui va nous intéresser plus et particulièrement l'élite technocratique, c'est-à-dire les scientifiques qui ont été formés la plupart dans nos écoles, universités et ceux d'ailleurs.

### **II. 1. Conceptualisation de l'élite**

Guy Rocher, à partir de l'autorité et de l'influence exercées, considère que l'élite comprend les personnes et les groupes qui, par suite du pouvoir qu'ils détiennent ou de l'influence qu'ils exercent, contribuent à l'action historique d'une collectivité soit par les décisions qu'ils prennent, soit par les idées, les sentiments ou les émotions qu'ils expriment ou qu'ils symbolisent.<sup>5</sup>

Vilfredo Pareto donne de l'élite une valeur qualitative dans la mesure où elle (l'élite) comprend ceux qui, du fait de leurs qualités supérieures, jouissent d'un grand prestige par rapport au reste de la population qui forme la couche inférieure.<sup>6</sup>

---

<sup>5</sup> MULUMBATI N.A., *Manuel de Sociologie Général*, Editions Africa, Lubumbashi, 2013, p. 430.

<sup>6</sup> *Ibidem*, p. 429.

Pour Gaetano Mosca<sup>7</sup>, l'élite est composée de « la minorité de personnes qui détiennent le pouvoir dans une société ». C'est une minorité par rapport au reste de la population.

C. Wright Mills<sup>8</sup> conçoit l'élite comme « composée d'homme dont la situation leur permet de transcender le milieu ordinaire des hommes, des femmes ordinaires, et de prendre des décisions aux conséquences capitales ». Qu'ils prennent ou non ces décisions, peu importe ; ce qui compte, c'est le fait qu'ils occupent des postes-clés : leur incapacité d'agir, leur incapacité de prendre des décisions, est en elle-même un acte dont les conséquences sont souvent plus importantes que celles des décisions prises.

En effet, ils commandent les hiérarchies et les organisations essentielles de la société moderne. Ils administrent les grandes compagnies. Ils font marcher la machine de l'Etat et défendent leurs prérogatives. Ils dirigent l'appareil militaire, ils détiennent les postes stratégiques de la structure sociale, où se trouvent aujourd'hui centrés les moyens efficaces d'exercer le pouvoir et de devenir riche et célèbre ».

Bref, nous devons retenir que l'élite est constituée des individus qui, du fait du pouvoir qu'ils ont ou de l'influence qu'ils exercent, dirigent ou participent à la direction de la société.

## **II. 2. Mécanisme pour devenir une élite**

Vilfredo Pareto a, dans son ouvrage « Traité de sociologie générale », observé que, on ne naît pas, mais on devient élite. C'est grâce aux qualités personnelles qu'on devient une élite, et dès l'instant qu'on ne possède plus ces qualités, on cesse de l'être et on fait partie de la couche inférieure de la population. C'est ainsi que des élites qui ne possèdent plus de qualités supérieures par rapport à la couche inférieure de la population, sont sans cesse remplacées par des éléments de la couche inférieure de la population

---

<sup>7</sup> *Ibidem*, p. 429.

<sup>8</sup> *Ibidem*, p. 430.

qui possèdent des qualités supérieures par rapport à la majorité de la population. Il y a ainsi une circulation des élites.<sup>9</sup>

### **II. 3. Elite et transformation de sa société**

Il existe, selon Guy Rocher, six types d'élites que nous citons : traditionnelles, technocratiques, de propriété, charismatiques, idéologiques et symboliques.

Dans le cadre de cette réflexion, nous nous intéressons plus aux élites technocratiques. Ce sont celles dont l'autorité repose sur le fait qu'elles ont été nommées ou élues selon des lois établies, reconnues et acceptées, et sur le fait qu'on leur attribue une certaine compétence, mesurée d'après les critères connus (examen, diplôme, expériences acquises, etc.)

### **II. 4. Missions et objectifs**

Elles ont pour mission de contribuer au changement de la société de trois manières : en participant au processus de prise de décision, en définissant la situation de leur société et en servant d'exemples dans leur société.

Pour le premier cas, en participant au processus de décision visant à promouvoir, à accélérer ou à freiner le changement dans la société. Dans le deuxième cas, l'élite décrit et explique des états de fait, en leur donnant un sens, en les critiquant et en prédisant leur orientation. Pour la dernière possibilité, l'élite doit servir d'exemple, de modèle de manière d'être, d'agir, de penser auxquels les autres membres de la société cherchent à s'identifier.

A ceci, nous pouvons ajouter d'autres, notamment la participation au processus révolutionnaire en canalisant les revendications et l'action de différentes catégories sociales, en définissant et en propageant l'idéologie révolutionnaire. Elles peuvent contribuer à la production de la révolution et, par conséquent, au changement.

---

<sup>9</sup> *Ibidem*, p. 429.

### **III. IMPLICATION ET RESPONSABILITE DE L'ELITE POLITIQUE CONGOLAISE DANS LA GESTION DE LA RES PUBLICA**

L'origine des crises politiques remonte de la Table Ronde dont le déroulement de travaux se fit dans un climat de précipitation qui ne permit point le traitement adéquat de grandes questions relatives à l'établissement d'un nouvel ordre politique. Ainsi, la plus grande négociation sur la passation de pouvoir entre la Belgique et le Congo se fit dans la plus grande confusion dont les responsabilités sont partagées entre la partie belge et des interlocuteurs congolais.

Tout est parti de la Loi Fondamentale de 1960 calquée sur la constitution monarchique qui instaura le régime parlementaire dans lequel le Président de la République règne mais c'est au Premier Ministre de gouverner avec l'appui de la majorité parlementaire. Cette constitution laissait planer une confusion entre une apparence unitariste sur un fond fédéraliste en vertu de très larges autonomies politique et administrative accordées aux provinces.

En plus, suivant le nouvel ordre politique issu de la Table Ronde de Bruxelles, l'armée congolaise devrait encore rester sous le commandement suprême des forces métropolitaines ; une mesure mal digérée par les militaires congolais qui ont rapidement réclamé la congolisation de l'armée. Cependant, le comportement autoritaire et rétrograde du Général Janssens l'opposera vite aux soldats congolais.

Au déclenchement de la mutinerie du 8 au 11 juillet 1960, Tshombe se rebelle contre le gouvernement central et déclare la sécession katangaise. Le 9 août, Albert Kalonji emboite le pas en proclamant l'Etat autonome du Sud-Kasaï.

#### **III. 1. Du doute à l'acceptation, la tergiversation du colonisateur**

Au début des années 1950, la Belgique fut progressivement mise sous pression pour transformer le Congo belge en un Etat souverain. La Belgique avait, en effet, signé l'article 73 de la Charte Des Nations Unies qui encourageait l'autodétermination des peuples, et les superpuissances

poussaient également à une révision du statut du Congo. Les gouvernements belges ne s'aventurèrent cependant pas davantage en cette direction.

Cependant, le professeur A.J. Van Bilsen publia en 1955 une étude intitulée « Plan de 30 ans pour l'émancipation politique de l'Afrique belge ». La durée attendue pour le déroulement de ce plan, était la durée qu'escomptait Van Bilsen pour la formation et la mise en place d'élites locales capables d'assurer la gestion de l'Etat.

Le gouvernement belge et de nombreux évolués étaient sceptiques à propos de ce plan, les premiers refroidis par la perspective d'abandonner le pays, et les seconds par l'importance de la durée de cette transition. Un groupe d'évolués catholiques répondit cependant positivement à ce plan par un manifeste publié dans un journal congolais, *la Conscience Africaine*, le seul point contesté étant la faiblesse de la participation locale dans la mise en place de ce plan.

L'association ethnique ABAKO décida de prendre ses marques à l'égard de ce plan, en partie à cause du fait que nombre de ces évolués catholiques n'étaient pas d'origine ethnique Bakongo dont l'ABAKO défendait les intérêts, mais aussi parce qu'elle défendait des positions plus radicales, et moins graduelles quant à la fin du colonialisme. L'ABAKO demandait la mise en place immédiate d'un pouvoir indépendant pour le Congo.

### **III. 2. De l'impuissance à la complicité de l'élite politique congolaise**

Partant des observations que nous avons décrites ci-haut, il est à retenir que l'élite congolaise a développé des comportements et des attitudes de l'amateurisme politique. Cette élite est passée de l'impuissance à la complicité dans le sens où elle est impliquée dans les actes de la destruction du pays par une attitude de complicité pour mettre le pays à genou.

Nous osons croire qu'il n'est pas exagéré si nous affirmons que l'élite politique congolaise est parmi les sources potentielles de l'aggravation des crises congolaises. La complicité et la responsabilité de cette dernière dans la destruction du pays s'expliquent pour plusieurs raisons que nous avons évoqués plus haut. S'il faut oser décrypter chaque phase de l'histoire politique de la République Démocratique du Congo, cette élite politique a marqué sa

présence de façon particulière en soutenant l'insoutenable, en accentuant le phénomène avec des signes très visible de la pauvreté dans la population sur tous les plans et à tous les niveaux. Cette élite se veut entièrement être au service du chaos et de la désorganisation de la République Démocratique du Congo.

En réalité, nous sommes tenté de soutenir sans crainte d'être contredit dans leur complicité, cette élite se tient aux cotés des ennemis du peuple en accompagnant la République Démocratique du Congo vers sa disparition dans sa forme actuelle.

#### **IV. NOUVELLE GENERATION COMME SOLUTION A L'AMATEURISME POLITIQUE ET INITIATION DU PROFESSIONNALISME POLITIQUE**

La nouvelle génération est une porte ouverte qui va conduire l'élite congolaise vers sa professionnalisation avec de nouvelles idées, c'est-à-dire une autre manière de faire la politique. Cela voudrait tout simplement signifier que dans la démarche, la nouvelle génération devrait opter pour trois approches qui peuvent leur permettre de concilier le Congo politique au Congo apolitique.

##### **IV. 1. Mécanismes de professionnalisation en politique**

Le mot professionnalisation est apparu successivement dans des espaces et à des époques différentes (groupes sociaux dès la fin du XIX<sup>e</sup> siècle, entreprises et milieu de la formation depuis quelques décennies, singulièrement en France) pour signifier des intentions variées : entre volonté d'un groupe d'individus partageant la même activité de s'organiser sur un marché libre, intention des institutions de « faire bouger » les salariés de manière à accompagner une flexibilité grandissante du travail et souhait de contribuer au développement des compétences des individus par la formation, tout en augmentant l'efficacité de l'acte de formation.

Nous allons insister sur l'idée que les conditions d'apparition et d'utilisation du mot ne sont pas anodines et qu'elles structurent des enjeux qui suscitent parfois des débats sociaux vifs.

## **IV. 2. Professionnalisation : constitution des professions**

Le mot professionnalisation vient de la sociologie américaine fonctionnaliste (travaux de Parsons, notamment) et indique, dans sa première acception, le processus par lequel une activité devient une profession libérale mue par un idéal de service. Comme le note Paradeise, le mot profession apparaît dans un contexte de marché libre où les acteurs économiques ressentent le besoin de développer une rhétorique concernant leur contribution au marché pour conquérir et accroître leur place.

C'est probablement à ce niveau qu'il convient de situer l'apparition, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle, du mot profession dans les pays anglo-saxons, associé d'ailleurs à l'image de la profession libérale. En France, par exemple, il apparaît dans un contexte différent qui est caractérisé par un état hiérarchique. Dès lors, la profession ne repose pas tant sur le modèle de la profession libérale mais davantage sur celui des corps d'Etat. L'enjeu est, donc ici, la mise en reconnaissance de soi dans l'environnement à des fins de conquête d'une meilleure place dans une hiérarchie étatique.

Selon Bourdoncle, il existe alors deux voies de constitution des professions assorties d'enjeux distincts : en France, une lutte politique pour contrôler les places dans une hiérarchie étatique élitiste (notamment le modèle des corps d'Etat : un corps hiérarchisé, légitimé par l'Etat) ou la constitution de communautés de pairs construisant leurs propres règles (modèle des confréries) ; dans les pays anglo-saxons, une lutte pour le pouvoir (économique) dans les groupes professionnels afin de réguler le marché (le modèle des professions libérales comme moyen d'acquérir un revenu).

La professionnalisation est un processus d'engagement volontaire pour développer ou renforcer une identité de métier. Cette identité est constituée des pratiques, comportements et valeurs du professionnel. La professionnalisation gagne à être accompagnée par les professionnels des ressources humaines. Cet accompagnement peut comprendre la mise en place de moyens de développer une distanciation critique sur leurs pratiques, leurs compétences, leurs ressources, leurs représentations, leur façon d'agir.

Il est possible de concevoir des parcours de professionnalisation. Les parcours de professionnalisation font l'objet de négociation entre l'entreprise et le salarié. Un ensemble d'outils peut faciliter la construction de projets et trajectoires professionnels.

Le professionnel est une personne spécialisée dans un secteur d'activité ou exerçant une profession ou un métier. Le professionnalisme caractérise la qualité du travail de quelqu'un ayant de l'expérience. Le professionnalisme est la capacité à assurer un engagement envers la société et à répondre à ses attentes.

## CONCLUSION

Il est à retenir que les crises politiques en République Démocratique du Congo sont les fruits de l'amateurisme des acteurs politiques. Quelle que soit la période, nous soutenons que l'histoire dans ce pays n'est qu'une répétition. La classe politique congolaise est restée la même, elle est essentiellement caractérisée par l'improvisation, l'égoïsme et l'irrationalité. Ce sont les intérêts égoïstes qui sont mis à l'avant-garde au détriment de l'intérêt général jusqu'à remettre parfois en cause la souveraineté nationale. Cette situation à répétition a accentué la paupérisation et la misère de la population jusqu'à ce qu'elle ait perdu l'espoir de vivre et du lendemain.

Comme l'a souligné Mungala Assindie, depuis son indépendance, la RDC est frappée par la récurrence des crises politiques et des rencontres censées les résorber. Ainsi, répondant à une crise, chaque rencontre débouche elle-même sur une crise, si elle n'en provoque pas une plus grande.

La leçon à tirer c'est que la politique du pays était dictée de l'extérieur, de la même manière que l'appui effectif aux gouvernants. Comme pour dire que les pays sous-développés font plus face à l'environnement extra-sociétaire que sociétaire.

Nous sommes arrivés aux résultats selon lesquels l'amateurisme politique se définit par la ressemblance de mêmes acteurs politiques, la volonté du colonisateur qui ne voulait pas quitter la RDC, l'impréparation des cadres capables de faire la relève, le manque d'esprit patriotique, l'implication

de la communauté internationale pour avoir une main mise sur le Congo. Les points de dissemblance se retrouvent dans le changement des chefs d'Etat.

Les conséquences ont conduit jusqu'à l'élimination physique des hommes politiques, les rébellions atroces et le coup d'Etat par le camp impérialiste. Tandis que les politiques de transitions avaient entraîné le blocage de l'appareil étatique, les émeutes et pillage, l'enrichissement sans cause des politiciens au détriment de la population ainsi que la prédisposition à la rébellion-agression de l'AFDL. En fait, c'est une mauvaise expérience que les politiciens congolais doivent éviter à l'avenir.

### REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- HERMET G., *Dictionnaire de la science politique et des institutions politiques*, 3<sup>ème</sup> Editions, Armand Colin, Paris, 1998.
- KABUDRI L.D., « Les crises politiques au sommet de l'Etat congolais (1960-1965 et 1990-1997) », dans *Revue de l'IRSA*, n°19, Décembre 2013.
- KALUNGA M., *Les méthodes de Recherche et d'Analyse en Sciences Sociales et Humaines « une relecture de la critologie de la scientificité intersubjective »*, EDUPC, Kinshasa 2013.
- KITA K.M., *Colonisation et enseignement cas du zaïre avant 1960*, Ed. Du CERUKI, Kinshasa, 1982.
- MAMBI T.B., *Pouvoir traditionnel et pouvoir d'Etat en République Démocratique du Congo Esquisse d'une théorie d'hybridation des pouvoirs politiques*, Mediaspaul, Kinshasa, 2010.
- MULUMBATI N.A., *Manuel de Sociologie Général*, Editions Africa, Lubumbashi, 2013.
- NAUD L.P., « Cours d'introduction à la science politique », Faculté des Sciences de l'Homme, Département de Sociologie, Université Victor Segalen, Bordeaux 2, 2003-2004.